



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 18/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF - CCG Blénod

RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF
BP 115
54700 Blénod-Lès-Pont-À-Mousson

Références : 2025_0607
Code AIOT : 0006200067

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/05/2025 dans l'établissement EDF - CCG Blénod implanté RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson. L'inspection a été annoncée le 04/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF - CCG Blénod
- RN 57 - Cycle Combiné Gaz EDF BP 115 54700 Blénod-lès-Pont-à-Mousson
- Code AIOT : 0006200067
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EDF exploite à Blénod-lès-Pont-à-Mousson des installations de production d'électricité au moyen du procédé cycle combiné gaz (CCG) de 755 MWth, autorisés et réglementés par l'arrêté préfectoral du 2 avril 2010 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 34	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Applicabilité AM Sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1	Sans objet
6	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les mesures de sobriété hydrique mises en place et étudiées par l'exploitant dans l'étude technico-économique rendue en 2023. L'efficacité des dernières mesures d'économie mises en place est difficile à évaluer compte tenu d'un nombre d'heures de fonctionnement réduit significativement en 2024 par rapport à 2023, la consommation d'eau de l'établissement est directement liée à ce nombre d'heures.

La mise en place d'un outil de suivi des consommations d'eau, basé sur des consommations spécifiques est salué par l'inspection. Il convient maintenant d'établir un bilan chiffré des activités les plus consommatrices et de l'accompagner d'un plan d'actions le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Approvisionnement en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/04/2010, article 34
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prélèvements et consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

[...] Article 34-2 Concernant l'installation CCG :

Origine de la ressource	Installation	Utilisation	Consommation journalière	Consommation journalière
			Fonctionnement moyen	Fonctionnement maximum
Rivière Moselle	CCG	eau industrielle	520 m ³ /h	1040 m ³ /h
Eau de forage dit "forage Blénod"	CCG	eau potable	0,3 m ³ /h	20 m ³ /h

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur de temps ou de volume. Ce dispositif est relevé périodiquement et les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

Constats :

L'alimentation en eau potable par le forage dit "forage Blénod" n'est plus utilisée depuis le raccordement du site au réseau d'alimentation en eau potable. Ce forage était commun aux centrales gaz (CCG) et charbon (CPT), laquelle est en cours de démantèlement.

Par courrier du 8 février 2021, l'exploitant a transmis à l'administration un rapport de fin d'intervention suite au comblement de 4 forages. Ce rapport est accompagné d'un porter-à-connaissance relatif à l'implantation d'un nouveau forage sur le site du CPT nécessaire dans le cadre des travaux de démolition. Cependant, **aucun prélèvement d'eau souterraine n'a été déclaré dans GERE**P depuis 2021.

Le site dispose d'une alimentation au réseau d'eau potable communal commune aux 2 installations CCG et CPT. Un sous compteur a été mis en place en février 2024 afin de suivre spécifiquement la consommation du CCG.

L'eau de Moselle est prélevée par 3 pompes dont une de secours.

En 2023 et 2024, sur GEREP, l'exploitant a déclaré avoir prélevé respectivement :

- 1 835 913 et 586 612 m³ d'eau de Moselle
- 2 335 et 2 115 m³ d'eau issue du réseau d'alimentation en eau potable.

Ces données sont cohérentes avec les relevés faits par l'inspection sur le site (eau potable 1877 m³ en 16 mois). Il y a lieu de préciser que la déclaration GEREP est commune aux installations CPT et CCG.

L'historique des prélèvements dans la Moselle transmis par l'exploitant par courriel du 6 mai 2025 montrent des volumes supérieurs à ceux déclarés dans GEREP.

	N o m b r e d'heures de fonctionnement du CCG par an	Volume d'eau de Moselle prélevé (arrondi)	Volume déclaré GEREP	prélèvement horaire moyen

	du CCG par an			
2018	5247	1 928 000	1 927 895	367
2019	6174	2 213 000	2 148 469	348
2020	6138	2 264 000	2 250 796	367
2021	5317	2 065 000	1 699 285	320
2022	4864	1 409 000	1 382 944	284
2023	5940	1 947 450	1 835 913	309
2024	2089	609 150	586 612	281

Les prélèvements maximaux fixés dans l'arrêté préfectoral dans la Moselle sont donc respectés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant expliquera :

- pourquoi les volumes prélevés dans la Moselle déclarés sur GEREP sont inférieurs à l'historique des prélèvements transmis à l'inspection par courriel du 6 mai 2025 ;
- l'absence de déclaration de prélèvement d'eau souterraine sur GEREP alors qu'un dossier de porter-à-connaissance relatif à la création d'un nouveau forage sur le site du CPT pour les besoins des travaux de démolition a été déposé en préfecture en février 2021.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux

de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]

Constats :

Suite à l'inspection du 3 novembre 2022, l'exploitant a lancé une étude technico-économique visant à identifier des pistes de réduction et d'optimisation de l'utilisation de la ressource en eau. Celle-ci a été transmise à l'inspection le 31 mai 2023.

L'eau potable est utilisée pour les usages domestiques. L'eau de Moselle est utilisée pour l'appoint en eau du circuit de refroidissement (95 %), pour la production d'eau déminéralisée (3%) alimentant la chaudière et pour la réserve incendie. Avant utilisation, elle subit un prétraitement pour réduire la quantité de matière en suspension puis un traitement par filtres à sable.

L'eau de refroidissement est en grande partie évaporée (à environ 60 % selon les estimations de l'exploitant).

Des ré-utilisations et optimisations sont déjà en place :

- les eaux de lavage des filtres à sable reviennent en amont du pré-traitement;
- la purge des 10 tours aéro-réfrigérantes (TAR) est asservie à la conductivité de l'eau (le bassin est commun aux 10 TAR) ;
- depuis septembre 2023, les eaux issues des fosses de neutralisation (effluents issus de la déminéralisation) sont recyclées au niveau de l'appoint des TAR. Cette modification n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance auprès de l'administration ;
- les eaux de refroidissement sont en partie recirculées après passage dans les TAR ;
- un outil de suivi Cons'Eau a été développé et mis en place en 2024 afin d'identifier les dépassements de consommation en eau potable et en eau industrielle. L'alerte est basée sur une consommation spécifique qui a été définie par ateliers (TAR, pH7, pH9, eau de lavage, eaux incendie), cette consommation spécifique fait l'objet d'un ajustement en fonction des paramètres de fonctionnement de l'installation. L'outil identifie de façon automatique les potentiels dépassements auquel l'opérateur doit apporter une justification tous les 10 jours. L'inspection a examiné quelques cas de dépassement, justifiés par le mode de fonctionnement (un redémarrage par exemple).

Pour l'eau potable, l'alerte se base sur un dépassement de la consommation le week-end, qui correspond à la consommation minimum. Cet outil a permis la détection de 5 fuites sur le réseau d'eau potable. A sa mise en place, l'alerte était basée sur 4 m³/j et a pu être descendue à 0,7 m³/j. L'exploitant a indiqué que les dépassements importants font l'objet d'une alerte en temps réel en salle de commande, cependant l'opérateur dans cette salle n'a pas été en mesure de donner des précisions pour l'eau industrielle. Pour l'eau potable, il a indiqué que l'alerte se déclenche si la consommation dépasse 6 m³/j en semaine et 2 m³/jour le week-end.

D'autres axes d'optimisation sont à l'étude comme :

- la ré-utilisation des eaux du bassin d'orage (économie 22 000 m³/an); celle-ci a fait l'objet d'une expérimentation mais est en stand-by, le plan de charge des équipes d'ingénierie ne permettant pas l'étude actuellement ;
- la valorisation des calories de la chaudière auxiliaire pour laquelle le porter à connaissance a été transmis le 18 avril 2025 à l'administration (gain 700 m³/an d'eau déminéralisée).

L'installation ayant fonctionné 2089 heures en 2024 contre 5940 heures en 2023, l'efficacité des dernières mesures d'économie d'eau mises en place n'a pas pu être pleinement évaluée. La consommation d'eau étant directement liée aux nombres d'heures de fonctionnement, il convient de travailler sur l'optimisation des consommations spécifiques.

Dans l'étude technico-économique, l'exploitant identifie les postes de consommation sans fournir de données chiffrées. **L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un bilan des consommations chiffrées eu égard aux dernières optimisations mises en place, associées le cas**

échéant à un plan d'action au regard des activités les plus consommatrices. D'autres pistes d'optimisation pourraient être étudiées telles que la ré-utilisation des purges des TAR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre un bilan des consommations chiffrées eu égard aux dernières optimisations mises en place, associées le cas échéant à un plan d'action au regard des activités les plus consommatrices. D'autres pistes d'optimisation pourraient être étudiées telles que la ré-utilisation des purges des TAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Constats :

Le plan des réseaux n'a pas été présenté lors de l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de le transmettre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de transmettre à l'inspection le plan des réseaux eau potable et eau industrielle du

CCG. Les nouveaux compteurs devront être localisés et mis en évidence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les dispositifs de prélèvement sur la Moselle et sur le réseau d'Alimentation en Eau Potable (AEP) sont équipés de dispositifs de mesure totalisateur : 2 compteurs pour la Moselle et 1 compteur général pour l'AEP (CCG et CPT) avec un sous-compteur pour l'installation CCG. Ces 3 dispositifs font l'objet d'une télétransmission en salle de commande avec une mesure en continu. L'exploitant a indiqué réaliser un relevé mensuel sur l'eau de Moselle (transmis par courriel du 6 mai 2025 à l'inspection) mais le relevé sur l'eau potable n'a pas été présenté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient de transmettre à l'inspection la transmission du relevé mensuel du prélèvement d'eau potable sur les 3 dernières années (avec le relevé mensuel du sous-compteur CCG depuis sa mise en place). Il est rappelé que l'arrêté du 2 février 1998 prévoit un relevé quotidien si le prélèvement dépasse 100 m ³ /j.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Applicabilité AM Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Applicabilité AM sécheresse
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. [...]

Constats :
En 2024, l'établissement a déclaré un prélèvement d'eau de 586 612 m3, il est donc soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :</p> <p>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; <p>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p> <p>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>De part son activité, l'établissement répond au critère d'exemption visé au 1° de l'article 3 de l'arrêté ministériel sécheresse.</p> <p>Il est toutefois rappelé que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié s'applique sans préjudice</p>

des mesures de restrictions prévues par les arrêtés d'orientations de bassin, les arrêtés-cadres, les arrêtés de restriction temporaire des usages de l'eau pris en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement relatifs à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau et des arrêtés préfectoraux pris en application des articles L. 181-3, L. 214-3, L. 512-7-3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite